

Action contre une boutique Orange à Rennes ce Lundi 22 juin 2015

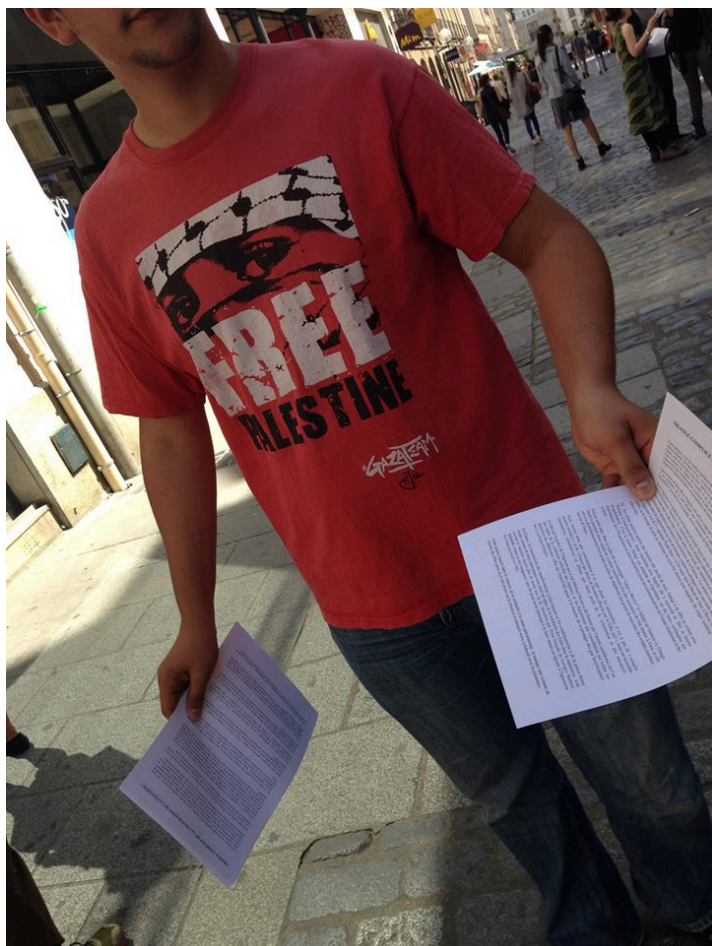
Nous étions une trentaine cet après-midi du 22 juin 2015 à mener une action contre la boutique Orange de la rue Lebastard (centre de Rennes), en solidarité avec la résistance palestinienne. Le but de ce rassemblement à l'entrée de la boutique était de dénoncer la responsabilité de l'entreprise dans la colonisation en Cisjordanie et dans le massacre commis à Gaza l'été dernier. Nous appelons à intensifier les actions ciblant les locaux et boutiques des entreprises (notamment françaises) qui, comme Orange, participent activement à l'occupation de la Palestine. Voici le tract distribué à 500 exemplaires dans et devant la boutique.

(A noter l'arrivée très rapide – plan vigipirate oblige – de policiers et gendarmes, appelés pour tenter de prévenir toute tentative d'entrave au commerce ; lesquels sont partis après s'être aperçus que leur présence dissuadait particulièrement les potentiels clients d'entrer dans la boutique ...)

L'été dernier, tous les médias parlaient de la Palestine, et du massacre israélien qui faisait 2 147 morts dans la Bande de Gaza. Si un « cessez-le-feu » est aujourd'hui en place dans et autour de la Bande de Gaza, cela ne doit pas nous faire oublier la réalité du terrain. En Israël, les violences racistes perdurent, tout comme les crimes de l'armée et de la police. En Cisjordanie, la colonisation s'intensifie, la répression des manifestations continue et des arrestations ont souvent lieu. Dans la Bande de Gaza, le siège est toujours en place, et les matériaux de (re)construction n'ont pas pu entrer depuis l'été dernier.

Quiconque est déjà allé en Palestine sait qu'il n'y a pas par

moments une « escalade de la violence ». Il y a au contraire, de la part d'Israël une colonisation et une répression permanentes, et la volonté d'asphyxier un territoire et un peuple, dont le massacre de l'été dernier fut le prolongement direct.



Pour s'opposer à l'occupation de la Palestine par Israël, depuis dix ans, à travers la campagne Boycott, Désinvestissements, Sanctions, les organisations de la résistance palestinienne appellent à ce que des actions soient mise en place dans le monde entier contre Israël, ses institutions et ses entreprises, ainsi que contre toute entreprise participant à la colonisation de la Palestine. Les actions contre les produits israéliens dans les supermarchés en sont un exemple, comme les sabotages contre une usine d'armement en Angleterre lors de l' « opération Plomb Durci » (1330 morts dans la Bande de Gaza à l'hiver 2008-2009), ou le blocage de ports en Amérique du nord l'été dernier pour

empêcher des cargos israéliens d'accoster.

Et les cibles peuvent parfois être trouvées très proche de nous. Orange a en effet un contrat avec « Partner Communications », firme israélienne avec laquelle elle a renouvelé en 2011 sa licence d'exploitation. C'est le réseau Orange qui alimente en Cisjordanie les 176 antennes et relais implantées sur des terres confisquées pour les communications de l'armée israélienne et des colons.

Encore plus clair, dans le cadre de sa campagne « *Adopt a Warrior* » (« Adopte un Guerrier »), Orange-Israël a parrainé deux unités de combat israéliennes lors des massacres de l'été dernier à Gaza, et elle envoya quotidiennement trois unités mobiles de téléphonie aux points de rencontre des soldats israéliens autour de Gaza...

Nous voyons donc que contrairement à ce que disent les antisémites, il n'y a pas de « complot sioniste mondial », ni de « France des droits de l'homme effrayée par le lobby juif », mais un ensemble d'entreprises, d'institutions et d'Etat qui tirent profit de la colonisation et des massacres.

Le fait que la police de Ferguson qui a tué Michael Brown a été formée par l'armée israélienne est l'un des signes de la continuité policière des régimes, et les Palestiniens qui conseillaient sur twitter les émeutiers des différentes villes des Etats-Unis quant à la manière de se protéger des gaz lacrymogènes ne s'y sont pas trompés.

En France, les interdictions des manifestations à l'été dernier et les condamnations à de la prison ferme contre certains de leurs participants sont aussi un signe de la solidarité des Etats dans la répression : tout comme le maintien depuis plus de trente ans de la détention par l'Etat français de Georges Ibrahim Abdallah, soumis à une vengeance sans fin pour avoir participé à la lutte armée en riposte à l'agression du Liban par Israël en 1982.

Cette action s'inscrit dans le contexte de la solidarité à la cause palestinienne, et marque une volonté de trouver des cibles pour avoir des prises sur la situation et marquer notre solidarité avec la résistance.

Source: <https://nantes.indymedia.org/articles/31694>